



Article paru sur site d'information français Rue89

A B

A Bruxelles, les prix ont explosé. Des associations tentent une nouvelle approche de la propriété : on achète les murs mais pas le terrain, que l'on gère en commun. Et ça change tout.

Yasmina, chez elle, à Bruxelles, le 7 octobre 2015 (Rémi Noyon/Rue89)

(De Bruxelles)

« Quand la nuit tombe, je vous assure qu'on dirait New York. »

Le pull de Yasmina, orange vif, détonne avec la pluie gluante qui tombe sur Bruxelles. Du haut de son balcon, on aperçoit le canal Charleroi et les voitures freinant dans un bruit de caoutchouc mouillé. Au loin se détachent, brumeuses, grumeleuses, deux ou trois tours de bureaux qui rappellent, c'est vrai, l'horizon des villes américaines.

Yasmina, conseillère conjugale, n'a pas encore eu le temps de se lasser du paysage. Voilà deux jours qu'elle a emménagé. Deux jours qu'elle est propriétaire. Qu'elle peine à réaliser. Elle n'est pas la seule. Lors de l'inauguration de son immeuble - à la mi-septembre -, des caméras sont venues la filmer. Dans la rue, des passants l'arrêtent, la pressent de questions.

« Comment avez-vous fait ? On s'inscrit où ? »

Yasmina et sept autres familles sont les cobayes, les « proefkonijn », comme on dit en flamand, d'un mouvement qui entend révolutionner la propriété et casser la spéculation immobilière. Un mouvement né aux Etats-Unis dans les années 70, et qui ne fait qu'arriver en Europe continentale. Le « Community Land Trust ». CLT pour les intimes. ([Lire l'article dans son intégralité sur le site de Rue89](#))